

Ogooué-Lolo/Département de la Lombo-Bouenguidi/Pana/Fourniture en eau...

Les fontaines publiques à sec

Damien MADEBE
Pana/Gabon

C'EST une situation difficile que vivent les populations du département de la Lombo-Bouenguidi, à Pana. Leur espoir repose désormais sur le Conseil national de l'eau et d'électricité. Voilà près d'un mois, en effet, que l'eau ne coule plus dans les fontaines publiques. Une situation née de la décision prise par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) de suspendre la fourniture de cette ressource pour des impayés dus par la municipalité.

Rappelons que la commune de Pana, située à plus de 80 km de Koula-Moutou, avait, dans le cadre des fêtes tournantes, bénéficié d'un château d'eau et d'une station de pompage, afin de corriger la faible desserte en eau potable obtenue au moyen de pompes hydrauliques. Les ouvrages, réalisés par deux entreprises gabonaises, sont ensuite rétrocédés à la SEEG, qui en assure la gestion quotidienne, après avoir procédé à la pose de compteurs.

Mais quelques années après, constatant que rien n'entre dans ses caisses, alors que la mairie est censée régler les factures, la SEEG décide de suspendre ses fournitures. Un



Photo : Essone Ndong

Depuis un mois, l'eau ne coule plus dans les pompes publiques.



Photo : MADEBE

Vue du siège de l'Hôtel de Ville de Pana (extrême droite).

mois déjà que la population vit dans la galère. Interrogé à ce sujet, le maire de Pana, Sosthène Ndalla qui a d'ailleurs rencontré, récemment, les auxiliaires de commandement pour leur faire le point de la situation, a indiqué que son administration ne dispose pas de ligne budgétaire pour faire face à cette charge. Tout en déplorant le fait que la SEEG ne l'a pas saisi avant de suspendre ses fournitures, il a précisé que des démarches ont été initiées par ses services auprès du Conseil national de l'eau et d'électricité, pour le règlement de ce problème. Aussi, demande-t-il aux populations de faire preuve de patience, le dossier ayant déjà été soumis aux auto-



Photo : MADEBE

rités compétentes.

Entre-temps, ces dernières

continuent à s'alimenter dans des points d'eau si-

tués aux encablures de la ville. Avec tous les risques

sanitaires que cela comporte.

Une artère du chef-lieu du département de la Lombo-Bouenguidi.

... et municipalité/Front social

Le collectif suspend son mouvement de grève

D.M.
Koula-Moutou/Gabon

LE collectif des agents municipaux de la ville de Koula-Moutou a suspendu dernièrement son mouvement de grève, et attend la régularisation de tous les points consignés dans son cahier de revendications, avant le 30 décembre en cours.

Le collectif des agents municipaux, en grève depuis plus d'un an, revendique l'amélioration des conditions de vie et de travail. Toujours confrontés à de multiples situations lors de leur départ en retraite, ces travailleurs avaient sollicité du bureau du conseil municipal, des explications sur les arriérés de plus de deux ans d'allocations impayées et de cotisations non reversées à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Faute d'une solution négociée et d'une transparence dans le suivi du dossier, le personnel avait alors, à plu-



Photo : D.R

La façade de l'Hôtel de Ville de Koula-Moutou, avec les traces du dernier mouvement d'humeur des agents municipaux.



Photo : D.R

Le maire de Koula-Moutou, Stéphanie Mouwandji Itsopaut.

sieurs reprises, suspendu ses activités. Mais l'appel adressé récemment aux grévistes par le gouverneur de la province de l'Ogooué-Lolo, Félix Bifene Bibang, et les recommandations faites par ce dernier au bureau du conseil municipal, ont amené le collectif à reconsidérer sa position, et donc à suspendre son mouvement de grève.

Il faut rappeler que depuis 1974, date de la création de la mairie de Koula-Moutou, aucune grève n'a paralysé autant les usagers de cette localité. Le climat délétère qui règne entre membres du bureau du conseil, l'absence d'implication des autorités politiques dans la bonne gouvernance de cette institution locale, et l'absence de réalisations at-

tendues par les populations, figurent parmi les causes à l'origine de ces grèves. En effet, révèlent certaines sources, la plupart des projets pourtant votés, ne sont parfois pas exécutés, et les populations continuent d'attendre désespérément de meilleures conditions de vie, notamment dans les domaines de l'eau, de la route,

etc. Mais en sus de la crise larvée qui la mine en interne, causant de ce fait de nombreux dysfonctionnements dans les actions à réaliser au bénéfice des populations, la maire Stéphanie Mouwandji Itsopaut estime qu'elle est mal comprise par certains dans sa vision et sa gestion de la ville. Mais ce que ses collaborateurs ne

comprennent pas surtout, c'est l'absence des recettes de recouvrement, le phénomène des clandos dans la ville et les marchés anarchiques qui pourraient être des bassins à capitaliser pour obtenir des recettes propres, et donc lui permettre d'engager quelques chantiers. Mais que la responsable municipale continue d'ignorer.